

RAPPORT ANNUEL 2022

UNICEF ALGERIE

RAPPORT ANNUEL 2022

UNICEF ALGERIE



SOMMAIRE

PRÉFACE	4
PRINCIPAUX CHIFFRES CLÉS DE L'ANNÉE	8
NOS PARTENAIRES	10
MISE À JOUR DU CONTEXTE ET DE LA SITUATION DES ENFANTS	12
PRINCIPALES CONTRIBUTIONS ET FACTEURS DE RÉSULTATS	15
DÉVELOPPEMENT ET SANTÉ DE LA PETITE ENFANCE	16
EDUCATION	17
PROTECTION DE L'ENFANT	18
PARTICIPATION DES ADOLESCENTS ET DES JEUNES	19
PRODUCTION DE DONNÉES SUR L'ENFANCE	20
POLITIQUE SOCIALE	21
RÉPONSE HUMANITAIRE	24
RÉPONSE HUMANITAIRE AUX ENFANTS RÉFUGIÉS SAHRAOUI HISTOIRE D'INTÉRÊT HUMAIN	26
LEÇONS APPRISSES ET INNOVATIONS	28
COLLABORATION DES NATIONS UNIES ET AUTRES PARTENARIATS	30
PRIORITÉS POUR 2023 - ACCÉLÉRER LES RÉSULTATS POUR LES ENFANTS DANS LE CADRE D'UN ACCORD DE PARTENARIAT RENOUVELÉ	32
CHIFFRES FINANCIERS ET PARTENARIATS STRATÉGIQUES	34

PRÉFACE

En 2022, le monde a été confronté à une série de chocs et de facteurs de stress multiples, quasi simultanés et interdépendants, qui ont touché de nombreux pays et communautés dans le monde entier. Il s'agit notamment de la troisième année de la plus grande pandémie du siècle, de la guerre en Ukraine, de la crise énergétique, de l'inflation, de la montée en flèche de l'insécurité alimentaire, et, de plus en plus, des effets visibles du changement climatique sur tous les continents. Plus que jamais, il est nécessaire de surmonter ces crises et de les transformer en opportunités pour assurer l'investissement dans le développement humain et la réalisation des droits de chaque enfant.

En Algérie, l'investissement dans les secteurs sociaux et le bien-être des enfants ont été placés en tête du programme national de développement afin d'accélérer les progrès vers les objectifs de développement durable (ODD). Tirant les leçons nécessaires de deux années de pandémie de Covid-19, et pour atténuer l'impact des défis de la scène mondiale sur la population, le gouvernement a pris des mesures telles que l'augmentation des subventions des prix des aliments de base pour atteindre 613 milliards de dinars algériens, ce qui représente une augmentation de 93% par rapport à 2021. Ces efforts ont été facilités par l'amélioration des indicateurs macro-économiques du pays grâce à la flambée des prix des hydrocarbures et à l'augmentation substantielle des recettes d'exportation et des recettes budgétaires de l'Algérie.

En outre, en 2022, l'Algérie a commémoré les 30 ans de la ratification de la Convention relative aux droits de l'enfant (CDE) et a organisé sa toute première consultation nationale sur les enfants sous l'égide du Premier ministre. Dans le but d'élaborer des recommandations pour la préparation de la première politique nationale de l'enfance du pays, l'événement a examiné les réalisations faites pour les enfants ainsi que les défis futurs qui doivent

être abordés dans le cadre des réformes publiques afin de continuer à faire avancer l'Agenda 2030 pour l'enfance.

La crise humanitaire prolongée à laquelle sont confrontés les enfants et les familles réfugiés sahraouis dans les cinq camps situés près de Tindouf s'est aggravée en 2022 avec les impacts de l'environnement mondial. Les résultats de l'enquête nutritionnelle de 2022, menée conjointement par le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (HCNUR) et le Programme Alimentaire Mondial (PAM), ont indiqué une détérioration substantielle de la situation nutritionnelle, ce qui a incité les Nations Unies à lancer un appel conjoint à la communauté internationale des donateurs pour obtenir des ressources supplémentaires afin de répondre aux besoins nutritionnels urgents des réfugiés sahraouis.

Dans le cadre plus large de la coopération des Nations Unies, l'UNICEF a continué à renforcer le partenariat avec le gouvernement algérien pour la réalisation des priorités en faveur des enfants, en travaillant en étroite collaboration avec les ministères de tutelle et les parties prenantes sous la direction du ministère des Affaires étrangères. Un soutien au bien-être des enfants et des jeunes



©UNICEF Algeria

a été apporté dans le cadre de politiques et de programmes publics clés, à travers le renforcement des capacités nationales basées sur la production de données et de preuves, le développement de solutions innovantes pour les enfants ainsi que la poursuite des efforts pour le plan national de déploiement du vaccin COVID-19. L'UNICEF a également élargi son soutien aux enfants et à la population des réfugiés sahraouis pour répondre aux besoins humanitaires. Environ 40,000 enfants réfugiés sahraouis ont fréquenté l'école et amélioré leurs résultats scolaires, conformément à la stratégie quinquennale actuelle en matière d'éducation, et 21 000 enfants et leurs parents ont bénéficié de meilleurs services de santé maternelle et infantile.

L'année 2022 a marqué la fin du cycle de coopération actuel et les résultats obtenus pour les enfants ont servi de base à l'élaboration du nouveau Plan-Cadre de Coopération des Nations Unies pour le Développement Durable et du nouveau programme

de pays de coopération entre le gouvernement algérien et l'UNICEF pour la période 2023-2027.

Ce rapport annuel est une synthèse des réalisations effectuées tout au long de l'année avec l'appui de l'UNICEF. Les résultats positifs obtenus en faveur du bien-être des enfants dans le cadre de la coopération n'auraient pas été possibles sans le partenariat solide avec le gouvernement algérien, la collaboration avec les agences sœurs du système des Nations Unies et les partenaires de développement.

Notre engagement et notre soutien au gouvernement dans ses efforts pour promouvoir et protéger les droits de l'enfant afin de concrétiser l'Agenda 2030 et d'autres engagements mondiaux se poursuivront et se développeront, en nous appuyant sur soixante années de partenariat.

Katarina Johansson
Représentante de l'UNICEF en Algérie

PRINCIPAUX CHIFFRES CLÉS DE L'ANNÉE

En 2022, dans le cadre du mécanisme d'accès mondial aux vaccins COVID-19 (COVAX), l'UNICEF, en étroite coordination avec le gouvernement, a joué un rôle clé dans l'achat de plus de 1.649.600 vaccins COVID-19.



Un total de **460** professionnels de la santé de divers horizons (médecins, ingénieurs biomédicaux, vaccinateurs, pharmaciens, etc.) ont été formés à la gestion de la chaîne du froid et à la manipulation de l'oxygène afin de soutenir le renforcement du Programme Elargi de Vaccination.



Renforcement de la qualité de l'éducation préparatoire à travers la conception De Modules Deformation pour les enseignants basé sur des normes internationales spécifiques à la gestion d'espaces adaptés aux jeunes enfants



Suite à la formation de formateurs de **150** inspecteurs du primaire **3,564** enseignants de troisième quatrième et cinquième année ont renforcé leurs compétences en matière d'utilisation de tablettes en classe et **71,280** élèves utilisent désormais des tablettes en classe dans **792** écoles primaires.



La Plus Grande Leçon du Monde sur le Changement Climatique dispensée au profit de **8 millions d'élèves** de la 4eme année primaire a la 3eme année secondaire au niveau de

26,000 établissements scolaires

à travers le territoire national.

5,983 enfants, adolescents et jeunes

dont **3,073** filles | issus de **35** wilayas

des régions des hauts plateaux et du sud, ont bénéficié de programmes de préparation à la vie active, dont UPSHIFT, qui promeut l'esprit d'entreprise, l'employabilité et l'innovation sociale.



Dans la perspective d'accélérer la mise en application de la loi de 2015 sur la protection de l'enfance et de renforcer le système de protection de l'enfance

118 professionnels, dont **50** juges pour enfants **35** officiers de sûreté et **33** professionnels

de la cellule de dénonciation des atteintes aux droits de l'enfants, ont consolidé leurs connaissances professionnelles sur les notions fondamentales des droits de l'enfant et du développement de la personnalité de l'enfant visant à mieux appliquer le principe de l'intérêt supérieur de l'enfant dans les décisions qui le concerne.



2900 enfants

touchés gravement touchés par les incendies de forêts ont bénéficiés d'une assistance psychosociale et la fourniture de kits scolaires, de kits d'hygiène et de vestes chaudes, facilitant ainsi le retour à la vie normale et à l'école.

325 enfants handicapés

ont bénéficié de consultations individuelles et collectives par une équipe de pédopsychiatres. Et pour renforcer la coordination intersectorielle, 84 psychologues des institutions locales de la santé, de la jeunesse et des affaires sociales ont bénéficié d'une formation sur l'identification du trouble du déficit de l'attention/hyperactivité.

La troisième mesure nationale de pauvreté multidimensionnelle des enfants et des jeunes de moins de 25 ans a été produite dans le cadre de l'institutionnalisation de la mesure de l'équité sociale.



Près de **40,000 enfants réfugiés sahraouis**

dans les cinq camps de Tindouf ont été inscrits dans des écoles grâce à la fourniture de kits scolaires individuels, à l'amélioration/construction d'infrastructures, à la formation des enseignants et au programme WASH (eau, assainissement et hygiène).

NOS PARTENAIRES

Le Gouvernement algérien et les institutions publiques

- Ministère des Affaires Étrangères et de la Communauté Nationale à l'Étranger
- Ministère de la Santé
- Ministère de l'Éducation Nationale
- Ministère de la Formation et de l'Enseignement professionnels
- Ministère de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme
- Ministère de la Jeunesse et des Sports
- Conseil National Economique, Social et Environnemental (CNESE)
- Organe National de Protection et de Promotion de l'Enfance (ONPPE)

Organisations de la Société Civile

- SMA | Scouts Musulmans Algériens
- Adwaa Rights pour la démocratie et les droits de l'homme
- AFAD | Association Femmes Action Développement
- Association AFD Batna

- Association Insaf Sétif
- CISP | Comité International pour le Développement des Peuples
- FAPH | Fédération Algérienne des Personnes Handicapées
- FOREM | Fondation Nationale pour la Promotion de la Santé et le Développement de la Recherche
- TGH | Triangle Génération Humanitaire
- UAM | Universidad Autónoma de Madrid

Donateurs

- ECHO
- États-Unis d'Amérique
- Pays-Bas
- Italie
- Japon
- Espagne
- GAVI
- Fonds Central d'Intervention d'Urgence (CERF)
- Fonds Thématiques



©UNICEF Algeria

MISE À JOUR DU CONTEXTE ET DE LA SITUATION DES ENFANTS

En 2022, l'Algérie a tenu ses toutes premières consultations nationales sur l'enfance. Sous les auspices du Premier ministre, la consultation a été organisée par l'Organe National de Protection et de Promotion de l'Enfance (ONPPE) et le Conseil National Economique, Social et Environnemental (CNESE) avec des parties prenantes du gouvernement et de la société civile ainsi que des experts et des enfants. Visant à élaborer des recommandations pour la préparation d'un Plan National d'action pour les enfants, l'événement a abordé des questions relatives aux réalisations de l'Algérie en faveur des enfants ainsi que les défis à venir. Les thèmes couverts par les discussions étaient en rapport avec les objectifs de développement durable relatifs aux enfants qui sont en bonne voie d'être atteints en Algérie.

Le gouvernement engagé la mise en œuvre de la réforme des finances publiques avec la préparation et l'approbation, en décembre 2022, de la loi de finances 2023, première loi élaborée conformément à une approche de budgétisation basée sur les programmes. Le calendrier de la réforme a coïncidé avec une situation macroéconomique favorable, caractérisée entre autres par un prix moyen du pétrole brut d'environ 95 dollars américains le baril en 2022, le prix le plus élevé depuis 2014. Sur la base d'un prix de référence de 50 dollars américains le baril appliqué dans le cadre de la loi de finances 2022 et de 60 dollars dans le cadre de la loi de finances 2023, une croissance économique de 3,3% en

2022 et de 4,1% en 2023 était attendue. En 2023, les dépenses publiques en éducation et en santé (investissement et fonctionnement) représentent respectivement 9% et 5% des dépenses publiques générales (Loi de finances 2023).

Le budget de l'État alloué aux subventions des prix des produits de base en 2022 s'est élevé à 613 milliards de dinars algériens, soit une augmentation de 93% par rapport à l'année 2021. Ce soutien du gouvernement visait à réduire l'impact de la crise mondiale sur la population (Premier Ministre, 2022). Pour 2023, le gouvernement a décidé d'augmenter les pensions et les salaires ainsi que l'allocation



©UNICEF Algeria

chômage pour soutenir le pouvoir d'achat des personnes à faible revenu (Loi de finances 2022 et Algérie Presse Service).

Environ 70 % des enfants de moins de 5 ans et 90 % des enfants de 5 à 17 ans vivaient dans un ménage qui bénéficiait d'un type quelconque de programme de protection sociale. La plupart des programmes s'adressaient au chef de famille.

Toutefois, les enfants recevaient des prestations directes lorsqu'ils étaient scolarisés (Enquête par grappes à indicateurs multiples, MICS6, (2019).

Les données les plus récentes sur la mortalité infantile, communiquées par l'Office National des Statistiques en 2020, indiquent un taux de mortalité infantile de 18,9 pour 1 000 et un taux de mortalité néonatale de 14,9 pour 1,000. Bien que l'enquête

MICS6 indique un taux de mortalité néonatale de 12 pour 1 000, ce taux est en baisse selon les deux sources. D’autres indicateurs de santé associés ont suivi la même tendance. La couverture des soins de santé maternelle était presque universelle, avec 99% d’accouchements en milieu assisté (MICS6, 2019).

Au cours de la période 2022-2023, les écoles ont repris le système régulier d’enseignement après l’application des protocoles relatifs au coronavirus (COVID-19) pendant deux années scolaires consécutives. Environ 11 millions d’enfants étaient scolarisés en septembre 2022, soit une augmentation de plus de 425,000 élèves par rapport à 2021. L’apprentissage numérique a été déployé pour les troisième, quatrième et cinquième année du primaire, et l’enseignement de l’anglais en tant que langue étrangère a été intégré à partir de la troisième année du primaire. Plus de 1600 écoles primaires ont reçu des tablettes destinées aux élèves afin d’alléger les cartables (Premier Ministre, 2022). Le taux de fréquentation de l’école primaire était de 97% en 2019 (MICS6, 2019). Environ 72% des enfants inscrits en première année primaire avaient suivi un programme préscolaire l’année précédente (MICS6, 2019).

Concernant la protection de l’enfance, environ 30862 enfants en situation de handicap ont bénéficié au début de l’année 2022 d’une éducation dans des centres spécialisés relevant du ministère de la Solidarité Nationale, de la Famille et de la Condition de la Femme ou dans des classes spéciales au sein des établissements scolaires relevant du ministère de l’Éducation Nationale (Premier Ministre, 2022) [2]. En 2021, l’ONPPE a assisté plus de 2000 enfants identifiés grâce aux cas signalés à travers le service d’assistance téléphonique aux enfants qu’il a mis en place en 2018.

En 2022, 384 représentants élus ont siégé au Conseil Supérieur de la Jeunesse, créé par le Chef d’Etat en novembre 2021. Parmi eux, 232 (67%) sont des jeunes, âgés de 18 à 35 ans, représentant toutes les wilayas du pays. Le Conseil est une institution consultative mise en place au niveau de la Présidence pour jouer un rôle clé dans l’élaboration de stratégies et de plans nationaux

pour les jeunes et pour assurer leur participation à toutes les questions les concernant aux niveaux national et local [3].

En 2022, environ 40000 enfants réfugiés sahraouis, dont la moitié sont des filles, ont été scolarisés dans les camps. Ces enfants vivent dans les camps de réfugiés qui sont situés près de Tindouf depuis 47 ans. Plus de trois quarts des enfants inscrits dans l’enseignement primaire sont passés au palier suivant, et la moitié des enfants testés à la fin du cycle primaire ont atteint le seuil établi pour les compétences d’apprentissage minimales.

Les résultats définitifs de l’enquête nutritionnelle de 2022, menée conjointement par le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (HCNUR) et le Programme Alimentaire Mondial (PAM), ont indiqué une détérioration substantielle de la situation nutritionnelle, qui affecte grandement les résultats du développement des jeunes enfants. La malnutrition aiguë globale est passée de 7,6% en 2019 à 10,7% en 2022 pour les enfants réfugiés sahraouis âgés de 6 à 59 mois et la prévalence du retard de croissance a augmenté de 28,2 à 33% au cours de la même période dans le même groupe d’âge. La situation nutritionnelle alarmante a incité les agences des Nations Unies, sous la direction du coordonnateur résident, à lancer un appel conjoint en août 2022 à la communauté internationale des donateurs pour obtenir des ressources supplémentaires afin de répondre aux besoins urgents nutritionnels des réfugiés sahraouis.

PRINCIPALES CONTRIBUTIONS ET FACTEURS DE RÉSULTATS

- Développement et santé de la petite enfance
- Education
- Protection de l’enfant
- Participation des adolescents et des jeunes
- Production de données et d’éléments probants
- Politique sociale
- Réponse humanitaire

PRINCIPALES CONTRIBUTIONS AUX RÉSULTATS

En 2022, la version finale du Programme de coopération 2023-2027 entre le Gouvernement algérien et l'UNICEF, qui est aligné sur le Cadre de Coopération des Nations Unies pour le Développement Durable (CCNUDD) 2023-2027 a été approuvé par le Conseil d'administration de l'UNICEF en février 2023.

Développement et santé de la petite enfance

La finalisation de l'évaluation formative des programmes de développement de la petite enfance (DPE) en Algérie a constitué une réalisation majeure en 2022. Les recommandations de l'évaluation, menée par le CNESE en partenariat avec l'UNICEF, soutiendront l'élaboration du plan national pour l'enfance ainsi que le dialogue intersectoriel et les efforts de plaidoyer.

L'UNICEF a continué à soutenir le renforcement du Programme Élargi de Vaccination par l'achat d'équipements supplémentaires de la chaîne du froid et la formation des professionnels de la santé à la gestion du système de la chaîne du froid et à la manipulation approfondie de l'oxygène aux niveaux national et local. Une autre réalisation majeure a été l'achèvement des premiers manuels et documents d'orientation sur la gestion et l'entretien de la chaîne du froid ainsi que sur la manipulation de l'oxygène. Au total, 460 professionnels de la santé de divers profils



©UNICEF Algeria

(médecins, ingénieurs biomédicaux, vaccinateurs, pharmaciens, etc.) ont été formés à la gestion de la chaîne du froid ou de l'oxygène.

L'UNICEF a continué à soutenir le ministère de la Santé dans la mise en œuvre de son plan national de déploiement du vaccin COVID-19 par le biais de messages et de campagnes adaptés de communication des risques et d'engagement communautaire (CREC). L'UNICEF a aidé le Ministère à finaliser une enquête sur les connaissances, les attitudes et les pratiques afin de mieux comprendre les raisons de l'hésitation de la population à se faire vacciner.

Le ministère de la Santé a progressé dans le renforcement des capacités dans les wilayas identifiées, en soutenant l'amélioration des compétences des professionnels de la santé en matière de soins néonataux. En partenariat avec le Fonds des Nations unies pour la Population (FNUAP), l'UNICEF a maintenu son soutien aux efforts du Ministère pour améliorer la qualité du système d'audit de la mortalité maternelle par la numérisation et son introduction progressive au niveau local, suite à la mise en œuvre des principales recommandations de l'évaluation de la phase pilote.

L'année 2022 a également marqué un grand progrès dans l'expansion du Dossier Electronique de Vaccination (DEVAC). Des ateliers nationaux et régionaux organisés par le ministère de la Santé avec l'UNICEF ont permis de discuter des leçons tirées du déploiement pilote du DEVAC dans 80 communes dans 12 wilayas. L'extension du DEVAC contribuera à la réduction des abandons de vaccination et au suivi de la mise en œuvre du nouveau calendrier vaccinal, qui est actuellement en cours d'élaboration.

Education

En 2022, des résultats significatifs en matière de qualité de l'apprentissage et de prévention de la déperdition scolaire ont été obtenus en partenariat avec le ministère de l'Éducation Nationale. Au total, 339 membres du personnel éducatif ont bénéficié de formations soutenues par l'UNICEF sur la pédagogie différenciée, les pratiques innovantes en classe, le soutien psychopédagogique et l'intégration des



©UNICEF Algeria

compétences nécessaires à la vie courante. En outre, 150 inspecteurs de l'enseignement primaire ont participé à une formation de formateurs sur l'apprentissage numérique. Grâce à cette initiative, 3,564 enseignants de troisième, quatrième et cinquième année ont été formés à l'utilisation de tablettes en classe et 71,280 élèves utilisent désormais des tablettes en classe dans 792 écoles primaires. La finalisation de l'initiative de renforcement des capacités en matière de mesure des résultats de l'apprentissage, dont ont bénéficié 47 membres clés du personnel éducatif, a constitué une autre réalisation majeure.

En ce qui concerne l'éducation de la petite enfance, l'UNICEF a soutenu le ministère de l'Éducation nationale, en collaboration avec la Banque Mondiale, à évaluer et à améliorer l'enseignement dans les classes préparatoires. Cela a abouti à l'élaboration d'un premier module basé sur les normes internationales spécifiques à la gestion des espaces adaptés aux enfants. En 2022, l'UNICEF a renforcé son programme d'éducation au développement durable par l'un de ses piliers stratégiques qu'est le changement climatique. A cet effet, l'UNICEF a soutenu la mise en œuvre de

la Plus Grande Leçon du Monde sur le changement climatique dans toutes les écoles du pays, ciblant 8 millions d'élèves de la quatrième année primaire à la troisième année du secondaire. La leçon est désormais intégrée au programme des trois cycles d'enseignement (primaire, moyen et secondaire), et des ressources pédagogiques ont été produites et distribuées à 26,000 écoles dans tout le pays. Dans le même ordre d'idées, l'UNICEF a appuyé ses partenaires notamment le ministère de la Santé et les institutions techniques concernées, dans une analyse importante de l'impact du changement climatique sur les enfants.

L'UNICEF a appuyé le ministère de la Formation Professionnelle à organiser une formation de formateurs destinée à 225 cadres du Ministère sur les compétences de vie en particulier celles liées à la communication, à la pensée critique, à la prise de décision, à la créativité et à la résolution de problèmes, ainsi que sur les approches pédagogiques et méthodologiques permettant d'intégrer ces compétences de la vie courante dans les programmes d'enseignement professionnel et technique.

L'UNICEF a travaillé sous la direction du Ministère des Affaires Étrangères avec des partenaires sectoriels clés, y compris le Bureau du Coordinateur Résident, l'UNESCO, le FNUAP et le PNUD sur deux événements majeurs: (a) le Sommet sur la Transformation de l'Éducation, qui a donné une occasion unique de maintenir l'éducation au sommet de l'agenda national et de mobiliser l'action, l'ambition, la solidarité et les solutions pour récupérer les pertes d'apprentissage liées à la pandémie ; et (b) la réunion de haut niveau intitulée "Learning to Earning", qui ont tous les deux abouti à l'élaboration d'engagements nationaux importants, notamment par le Ministère de l'Éducation Nationale, le Ministère de la Formation et de l'Enseignement Professionnels et le Ministère de l'Enseignement Supérieur, pour améliorer l'apprentissage pour tous à travers des parcours équitables et inclusifs. L'UNICEF contribuera à la mise en œuvre des engagements nationaux visant à transformer l'éducation dont le suivi sera assuré par le ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger.



©UNICEF Algeria

Protection de l'enfant

En 2022, l'UNICEF a continué à accompagner l'ONPPE dans ses interventions visant à la mise en œuvre de la loi de 2015 sur la protection de l'enfance. Une importante formation sur l'intérêt supérieur de l'enfant, au profit de 118 professionnels des secteurs de la protection de l'enfance et de la justice, y compris la police et la gendarmerie ainsi que les agents de la ligne d'assistance aux enfants (50 juges pour enfants, 35 officiers de sûreté et 33 agents de la ligne d'assistance aux enfants), a ouvert la voie vers le renforcement du système de protection de l'enfance, y compris le système judiciaire pour les enfants. La formation a été l'occasion de remettre l'accent sur la nécessité de protéger les droits des enfants et de continuer à renforcer tous les mécanismes de la justice pour mineurs (procureurs, avocats, tribunaux adaptés aux besoins des enfants, etc.) L'UNICEF continuera à plaider en faveur d'un meilleur soutien aux enfants dans ces domaines.

Sous la direction du Premier Ministre, l'ONPPE, en partenariat avec le CNESE a organisé les premières Assises nationales sur la situation de l'enfant en Algérie. L'UNICEF a participé à cet événement important qui a constitué une excellente

opportunité pour des discussions approfondies entre les principaux décideurs du gouvernement en matière de promotion de l'enfance sur les réalisations et les défis pour les enfants en Algérie. Les recommandations seront intégrées dans le futur plan nationale de développement de l'enfance. Les services de protection de l'enfance ont été consolidés par le renforcement des capacités en matière de services de santé mentale. Grâce à la formation et aux services de santé fournis par la caravane de la santé mentale, mise en place en 2021 par l'ONPPE avec l'appui de l'UNICEF, 84 psychologues pour enfants ont eu l'opportunité de renforcer leurs compétences et 325 enfants en situation de handicap ont reçu des soins psychiatriques. Pour faciliter l'accès aux services sociaux, l'UNICEF a appuyé le développement d'une solution numérique en partenariat avec le ministère de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la Femme, le ministère de la Justice et le ministère de la Numérisation.

Participation des adolescents et des jeunes

En 2022, l'UNICEF et ses partenaires ont contribué conjointement à offrir à un nombre croissant d'adolescents et des jeunes des possibilités de développement des compétences de la vie courante, consolidant ainsi les résultats obtenus en matière d'engagement et de participation. En partenariat avec des organisations de la société civile, l'UNICEF a accompagné 5,983 enfants, adolescents et jeunes de 35 wilayas des régions des hauts plateaux et du sud par des programmes d'acquisition de compétences de vie; parmi les bénéficiaires figuraient 3,073 filles. Organisés dans le cadre du programme UPSHIFT et de la troisième édition du Youth Challenge, les programmes ont permis de promouvoir chez les adolescents et les jeunes l'esprit d'entreprise, et de renforcer leurs compétences en matière d'employabilité et d'innovation sociale. Mais aussi via le déploiement du kit de l'adolescent pour l'innovation et l'expression a renforcé les compétences de vie de 3,047 adolescents au niveau de 18 wilayas des hauts plateaux. En réponse à l'impact du changement climatique sur la vie et le développement des enfants, l'UNICEF a soutenu un



©UNICEF Algeria

atelier de sensibilisation et de formation au profit de 50 jeunes dont 25 jeunes réfugiés sahraouis et qui vise à renforcer leur capacité à réfléchir et à trouver des solutions aux principaux risques climatiques pour les enfants en Algérie. En partenariat avec les Scouts Musulmans Algériens, l'UNICEF a entrepris une intervention d'urgence dans plusieurs régions touchées par des incendies de forêt, en se concentrant sur le soutien psychosocial de 2,500 enfants.

Trente (30) formateurs du ministère de la Formation et de l'Enseignement professionnels ont bénéficié d'une formation de formateurs sur le changement climatique et la recherche participative des jeunes. Les formateurs aideront les étudiants à mener des recherches sur le changement climatique dans les centres d'enseignement et de formation techniques et professionnels. La formation à la recherche comprend cinq modules : la collecte de données, le codage et l'analyse des données, le plaidoyer, la sensibilisation et la rédaction du rapport final. Des équipements pour l'eau, l'assainissement et l'hygiène ont également été fournis à 100 centres de formation professionnelle éloignés.



©UNICEF Algeria

Production de données sur l'enfance

L'enquête MICS6 a été une source précieuse de données socio-économiques dans la conception du document du programme de coopération pays 2023-2027 de l'UNICEF ainsi que dans le cadre de Coopération des Nations Unies pour le Développement Durable 2023-2027, qui a été approuvé par le gouvernement en 2022.

Avec le soutien technique de l'UNICEF, le CNESE a produit d'importantes connaissances, ou les enquêtes par grappes à indicateurs multiples ont été largement utilisées. L'enquête MICS6 (2019) a été essentielle pour la production de la deuxième édition de la mesure multidimensionnelle de la pauvreté des enfants et des jeunes. Le module de protection sociale de MICS6 a été indispensable pour analyser l'équité, la couverture et l'adéquation des programmes de protection sociale dans le cadre de l'analyse de la protection sociale. L'évaluation formative du développement de la petite enfance (DPE) s'est principalement appuyée sur les données de la MICS relatives à la petite enfance pour produire une analyse quantitative du DPE. Les

données désagrégées des éditions consécutives des MICS ont permis d'analyser les tendances des disparités pour les indicateurs clés relatifs aux enfants sur la période 2000-2019.

La plateforme de gestion des données et des connaissances Tahat a été lancée en 2022 par le CNESE en partenariat avec l'UNICEF afin de favoriser l'accès du public aux données socio-économiques pour le suivi des priorités nationales, notamment celles relatives à l'enfance, et des Objectifs de Développement Durable. La deuxième phase de Tahat, lancée fin 2022, comprenait la traduction du contenu en anglais et en arabe, ainsi que la conception d'une version mobile.

Politique sociale

Le CNESE et d'autres institutions nationales, en partenariat avec l'UNICEF, ont renforcé la production de preuves et le plaidoyer dans les domaines de la réduction des privations des enfants et de la



©UNICEF Algeria

protection sociale des enfants, conformément à la priorité du Plan d'Action du Gouvernement (PAG 2021-2024) autour d'une politique sociale équitable et efficace.

En 2022, le CNESE a poursuivi la mise en œuvre de la deuxième édition du projet de recherche sur le "bien-être des enfants et des jeunes : un modèle national d'équité sociale" en achevant la phase d'analyse des données et de production des résultats et en bénéficiant de l'expertise de l'UNICEF et de l'Institut de recherche sur les politiques sociales (SPRI). S'appuyant sur le travail de développement des capacités réalisé en 2021 pour les membres de la cellule nationale d'équité sur l'approche N-MODA (Analyse nationale du chevauchement des privations multiples), le projet de recherche a contribué à produire la troisième mesure nationale de la pauvreté multidimensionnelle des enfants et des jeunes. La recherche sur la pauvreté multidimensionnelle a été menée dans le cadre de la Cellule Nationale Multisectorielle de l'équité, présidée par le CNESE et comprenant les ministères sectoriels, le Ministère des Finances, l'Office National des Statistiques, l'ONPPE, le Conseil National des Droits de l'Homme, le

Centre de Recherche en Economie Appliquée pour le Développement, l'Institut National de Santé Publique, l'Institut National de Recherche en Education, le Centre National d'Etudes et d'Analyses pour la Population et le Développement ainsi que des représentants de la société civile. La participation des membres de la Cellule Nationale de l'Equité tout au long du processus a renforcé la qualité des résultats et leur appropriation par les principales institutions nationales travaillant pour les enfants. Bien que la Cellule ait été un comité ad hoc, son rôle a été essentiel pour la durabilité du projet de recherche. L'approche du projet a renforcé les capacités nationales de suivi de la cible 1.2 de l'Objectif de Développement Durable et a été reconnue par l'UNICEF comme un bon modèle d'institutionnalisation de la mesure de l'équité sociale.

Le CNESE a réalisé une analyse de la protection sociale, avec l'appui technique de l'UNICEF, afin d'examiner la situation de prise en charge des enfants et des adolescents par le système de protection sociale en Algérie. L'analyse préliminaire, qui a été achevée en 2022 en consultation avec un comité technique multisectoriel sur la protection sociale, a couvert les questions relatives à l'équité



©UNICEF Algeria

et à l’efficacité de la protection sociale et à son adéquation avec les vulnérabilités des enfants. Les résultats seront complétés en 2023 par l’analyse de la cohérence, de l’efficacité et de la pertinence de la protection sociale au regard des droits des enfants et des adolescents. La phase d’analyse a été possible grâce à une étude de faisabilité réalisée en 2021, qui a permis de recueillir les données et d’engager le dialogue avec le comité technique ad hoc sur la protection sociale mis en place par le CNESE. Le comité était présidé par le CNESE et composé des ministères en charge de la protection sociale, à savoir les ministères des Finances, de l’Intérieur, de l’Education Nationale, de la Santé, de l’Habitat, de la Solidarité Nationale, de la Famille et de la Condition de la Femme, du Travail et de la Sécurité Sociale des institutions et agences placées sous

leur autorité, ainsi que de la Cour des Comptes. L’analyse de la protection sociale représente une étape importante vers le renforcement du plaidoyer en faveur d’une protection sociale universelle pour les enfants, comme indiqué dans la cible 1.3 de l’Objectif de Développement Durable.

Conformément à la priorité du PAG concernant la gestion efficace et transparente des finances publiques, le CNESE, en partenariat avec l’ONPPE, l’UNICEF et l’initiative CABRI (Collaborative Africa Budget Reform Initiative), a mis en œuvre un projet de renforcement des capacités sur la budgétisation basée sur les programmes pour les secteurs de l’enfance. Le projet comprend à la fois des volets de formation et d’assistance technique. Le volet de formation comprend sept modules axés sur la



©UNICEF Algeria

conception, l’exécution et l’évaluation du budget en utilisant l’approche de la budgétisation basée sur les programmes. Quatre modules ont été réalisés en 2022 au profit des Ministères membres du Comité permanent de l’Enfance installé auprès de l’ONPPE. Les participants sont les cadres des programmes et du budget des ministères concernés. Les modules restants, qui seront réalisés en 2023, couvriront la budgétisation du prochain plan national d’action pour les enfants et la conception d’un compte satellite pour l’enfance. Pendant la phase de formation, une plateforme digitale a été mise à la disposition des participants pour promouvoir un dialogue continu et l’accès aux documents budgétaires et aux notes méthodologiques utilisées dans d’autres pays africains en matière de budgétisation basée sur les programmes. Le projet de renforcement

des capacités promeut une réforme des finances publiques tenant compte des besoins des enfants et est conforme à la cible 17.1 de l’Objectif de Développement Durable.

RÉPONSE HUMANITAIRE AUX ENFANTS RÉFUGIÉS SAHRAOUI

En 2022, l'UNICEF a poursuivi la mise en œuvre de son programme humanitaire pluriannuel à Tindouf dans cinq domaines principaux : la vaccination, les soins néonataux/maternels, l'éducation, la promotion des droits des enfants et des adolescents.

Avec le soutien de l'UNICEF, les interventions sanitaires dans les camps de réfugiés sahraouis ont contribué à l'amélioration des services de santé maternelle et infantile pour 21,000 enfants et leurs parents, notamment grâce à l'achat et à la livraison en temps voulu de vaccins vitaux, au renforcement des capacités du personnel de santé en matière de soins néonataux et maternels, et à la fourniture d'équipements de la chaîne du froid à 35 centres de santé et de fournitures sanitaires essentielles, notamment d'équipements de protection individuelle, à 42,144 enfants réfugiés sahraouis et à leurs familles. S'appuyant sur les leçons tirées de la programmation régulière, l'UNICEF a soutenu un programme de renforcement des capacités en matière de vaccination et gestion de la chaîne du froid, qui a touché 44 professionnels de la santé sahraouis à Tindouf.

L'UNICEF a continué à soutenir la fourniture de services éducatifs aux enfants sahraouis dans les camps de réfugiés de Tindouf, conformément à la stratégie quinquennale actuelle en matière d'éducation, y compris l'achat et la distribution de

fournitures scolaires de base pour tous les écoliers, la formation des enseignants et d'autres membres du personnel pédagogique, le renforcement des capacités du système de gestion et d'information de l'éducation et la mise en œuvre d'un programme pilote d'éducation accélérée pour les enfants non scolarisés. En tant que leader du Groupe de Coordination de l'Education, l'UNICEF a été à la tête de l'effort de plaidoyer pour améliorer les incitations des enseignants, avec des résultats remarquables. Dans le cadre du programme de développement professionnel des enseignants, 12 formateurs principaux et 74 enseignants principaux ont été formés en utilisant une approche basée sur la communauté de pratique. La formation s'est concentrée sur la pédagogie des mathématiques et des langues et sur le développement de l'intelligence émotionnelle des enseignants afin d'améliorer leur conscience de soi et leur communication avec les enfants victimes de traumatismes.

Une autre réalisation importante en 2022 en termes de réponse au changement climatique et d'atténuation de ses effets est l'initiative de



©UNICEF Algeria

renforcement des capacités sur la méthodologie de la recherche-action participative des jeunes, qui a permis de doter 50 jeunes des compétences et des outils nécessaires pour mener des recherches,

sensibiliser et mettre en œuvre des changements positifs sur le changement climatique et les économies d'eau dans les camps de réfugiés sahraouis à Tindouf.

HISTOIRE D'INTÉRÊT HUMAIN

Ana Mohamed-Fadel Essaleh, 52 ans, sage-femme...

“Je m'appelle Ana ; je suis sage-femme et je travaille dans les camps de réfugiés sahraouis. Je suis également une femme sahraouie. J'aime mon travail et je saisis toutes les occasions d'apprendre et d'améliorer mes compétences afin de fournir des services de santé de meilleure qualité à ma communauté”.

Que pouvez-vous dire des initiatives de renforcement des capacités en matière d'obstétrique et de soins néonataux dont vous avez bénéficié ?

“Ils m'ont permis d'approfondir mes connaissances en matière d'obstétrique et de soins néonataux. J'ai également appris de nouveaux concepts et de nouvelles compétences que je ne connaissais pas auparavant. Par exemple, j'ai appris à fournir des soins personnalisés aux femmes et aux enfants qui se rendent dans nos centres de santé grâce à une écoute active. J'ai également appris à demander l'avis des patients et de leur famille pour améliorer mon

travail. À ma grande joie et à ma surprise, le niveau de satisfaction de mes patients s'est considérablement amélioré après que j'ai commencé à mettre en pratique ces techniques dans mes interactions quotidiennes avec eux”.

“Je suis très fière de voir que l'amélioration de mes compétences et de mes connaissances à un impact profond sur la vie des femmes et des enfants de ma communauté”.

“Il reste encore un long chemin à parcourir pour fournir des services de santé de haute qualité à ma communauté, mais je reste très positive. Le travail réalisé par l'UNICEF et la communauté humanitaire sur le terrain est extraordinaire. Je sais avec certitude que nous sommes sur la bonne voie et je reste persuadée qu'étape par étape nous y parviendrons”.



©UNICEF Algeria

LEÇONS APPRISES ET INNOVATIONS

L'UNICEF a finalisé le Programme de coopération 2023-2027 avec le ministère des Affaires étrangères en étroite collaboration avec tous les partenaires sectoriels. Les principales leçons tirées de la mise en œuvre du programme de coopération actuel seront prises en compte dans le nouveau programme coopération.

Alors que l'examen à mi-parcours du programme de coopération 2016-2022 a souligné l'importance de l'utilisation données fiables et actualisées, des investissements ont été réalisés dans le renforcement des capacités de mesure de l'équité et d'analyse des données secondaires au niveau des principales institutions nationales. L'UNICEF continuera à renforcer les capacités nationales en matière de production et d'utilisation systématique de données et d'analyses factuelles concernant le bien-être des enfants et des jeunes, afin de permettre une meilleure compréhension des disparités dans l'accès inclusif à des services sociaux de qualité, de stimuler le plaidoyer et d'informer les politiques publiques. Des partenariats stratégiques avec les ministères nationaux et les universités ont permis de développer des solutions innovantes (carnets de vaccination électroniques, géolocalisation des établissements de protection de l'enfance, etc.) Le soutien continu de ces initiatives prometteuses pour le prochain cycle permettra d'accélérer les résultats pour les enfants et les adolescents. Une autre leçon importante apprise est l'importance de renforcer progressivement la collaboration de l'UNICEF avec d'autres agences des Nations Unies afin d'accélérer les synergies et d'assurer la réalisation des droits des enfants et des jeunes, conformément au

Cadre de Coopération des Nations Unies pour le Développement Durable (CCNUDD) 2023-2027

L'UNICEF et ses partenaires tirent continuellement des enseignements de la pandémie de la COVID-19. Dans le secteur de la santé, les ateliers de renforcement des capacités sur la chaîne du froid et la gestion de l'oxygène médical ont suscité une forte demande de formations supplémentaires. De plus, les échanges techniques lors des formations ont permis d'identifier le besoin de développer les métiers liés à la chaîne du froid et à la gestion de l'oxygène. En conséquence, une réorganisation du secteur est prévue ainsi que le développement d'un cadre de responsabilité professionnelle pour la gestion de l'oxygène.

Innovations

L'UNICEF a continué à s'appuyer sur l'excellent partenariat avec le ministère de la Santé et sur les leçons tirées de la pandémie pour élargir sa programmation sanitaire dans les domaines de la production des preuves et de la communication pour le développement. Le Ministère a engagé une étude supplémentaire sur les croyances comportementales, culturelles et religieuses

qui engendrent une résistance à la vaccination. L'écoute des médias sociaux et des plateformes numériques doit être renforcée pour améliorer la compréhension de l'opinion de la population sur le COVID-19 et permettre d'apporter des réponses personnalisées et pertinentes aux questions, aux messages et aux commentaires générés par les canaux numériques.

Sur la base des leçons tirées de la première édition de la mesure de la pauvreté multidimensionnelle des enfants et des jeunes, les membres de la Cellule Nationale de l'Équité ont participé activement à toutes les étapes du projet et ont contribué à l'amélioration technique et à la validation du cadre conceptuel et des principaux résultats de l'analyse de la pauvreté. Le CNESE, l'institution centrale de mise en œuvre, a joué un rôle important dans cette amélioration. Les membres de la cellule ont participé aux discussions et ont réfléchi à la question de la traduction des données sur la pauvreté des enfants en décisions politiques concrètes.

Grâce à l'étude de faisabilité de l'analyse de la protection sociale, le comité technique de la protection sociale a été préparé à soutenir l'analyse et s'est engagé à poursuivre la collaboration avec le CNESE et l'UNICEF. L'analyse quantitative de l'équité et de l'efficacité de la protection sociale a été rendue possible grâce à l'engagement du CNESE et des ministères sectoriels. La collaboration autour de ce projet devrait être utilisée pour formuler des recommandations de programme et de politique en consultation avec le comité technique.

En 2022, la section des opérations du bureau en Algérie a géré efficacement les défis supplémentaires et les demandes récurrentes en termes d'achats et de logistique, grâce à une collaboration renforcée avec la section des programmes. Les enseignements tirés de la pandémie ont été mis à profit, ce qui a permis d'améliorer l'efficacité et l'atténuation des risques, tout en garantissant le respect des règles et des procédures. Par exemple, le renforcement de la collaboration en amont entre la section des programmes et la section des approvisionnements, avec la participation de la division des approvisionnements, pour la définition des spécifications techniques, a permis l'acquisition

rapide des équipements COVID-19, répondant ainsi aux besoins du ministère de la Santé. Grâce aux synergies accumulées entre les sections des opérations et des programmes et à l'approche axée sur le client, le Bureau a soutenu avec succès le Ministère dans l'organisation de 15 sessions de formation sur la chaîne du froid, les systèmes d'oxygène et la santé scolaire aux niveaux national et local pour près de 800 professionnels de la santé et de l'éducation.

L'UNICEF a continué d'encourager et de fournir un soutien technique pour la mise en œuvre de plusieurs initiatives innovantes dans tous les secteurs. Dans le secteur de la santé, l'UNICEF a continué d'appuyer le ministère de la Santé à renforcer les systèmes d'information sanitaire, une priorité intersectorielle du Gouvernement. Les résultats les plus marquants de la collaboration avec l'UNICEF sont les suivants: (a) la numérisation en cours des audits d'appuyer; (b) l'équipement des services décentralisés d'épidémiologie et de médecine préventive pour renforcer leur capacité à suivre les cas contacts du COVID-19 ; et (c) le développement de la plateforme nationale DEVAC pour l'organisation, le suivi et la supervision de la campagne de vaccination des enfants, en particulier pour l'enregistrement et le suivi de la vaccination des enfants individuels, la réduction des abandons de vaccination et le suivi de la mise en œuvre du nouveau calendrier vaccinal (en cours de développement).

En ce qui concerne les finances publiques pour les enfants, la collaboration entre le CNESE, l'ONPPE, l'UNICEF et CABRI a présenté une approche innovante pour développer les capacités des cadres nationaux des institutions et des ministères algériens en s'appuyant sur la coopération Sud-Sud. CABRI a mobilisé des fonctionnaires de haut niveau et des experts des pays africains les plus avancés dans la mise en œuvre de la réforme des finances publiques, y compris le Rwanda et l'Afrique du Sud, pour partager leurs expériences. Une plateforme digitale a permis aux participants de s'engager dans des échanges continus et a fourni un accès à des documents budgétaires pratiques et à des notes méthodologiques.

COLLABORATION DES NATIONS UNIES ET AUTRES PARTENARIATS

En 2022, l'UNICEF a joué un rôle clé pour faciliter la finalisation du Cadre de Coopération des Nations Unies pour le Développement Durable (CCNUDD) 2023-2027.

En collaboration avec le Bureau du Coordonnateur Résident, l'UNICEF et le Programme Conjoint des Nations Unies sur le VIH/SIDA (ONUSIDA) ont organisé des consultations avec d'autres agences des Nations Unies. L'UNICEF a continué à coprésider le groupe de résultats sur le développement social, avec l'ONUSIDA, et a contribué au groupe de résultats sur la gouvernance. Dans le cadre de ces efforts, l'UNICEF, en partenariat avec le FNUAP, a continué à soutenir les efforts du ministère de la Santé pour améliorer la qualité du système d'audit des Conjoint grâce à la numérisation en cours de mise en œuvre. L'UNICEF a également joué un rôle clé dans le groupe d'opérations inter-agence, qui s'efforce de rationaliser l'approvisionnement et la logistique.

L'UNICEF a continué à s'engager dans des partenariats stratégiques, en mettant davantage l'accent sur l'accélération des résultats à grande échelle. La collaboration innovante entre l'UNICEF et CABRI a donné lieu à un échange Sud-Sud et à une opportunité d'apprentissage entre l'Algérie et plusieurs autres pays africains sur la réforme des finances publiques et la budgétisation basée sur les programmes. Par l'intermédiaire du CNESE, la

production de données probantes, le plaidoyer et le développement des capacités ont été entrepris autour de la pauvreté infantile, de la protection sociale et de la réforme des finances publiques, en s'appuyant sur une collaboration avec le ministère des Finances et des comités multisectoriels impliquant les ministères de tutelle travaillant dans les secteurs de l'enfance.

L'UNICEF Algérie a renforcé sa position de partenaire de choix au sein des principales parties prenantes afin de promouvoir le bien-être des mères et des enfants, ce qui a été essentiel pour soutenir la réponse à la pandémie COVID-19 en coordination avec les principaux partenaires, y compris l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS). Les campagnes de communication sur les changements de comportements se sont appuyées sur le partenariat avec les autorités locales et les médias pour lutter contre la désinformation et encourager les comportements favorables à la santé. L'UNICEF s'est joint aux efforts nationaux afin d'apporter un soutien opportun et pertinent aux enfants touchés par les incendies de forêt en partenariat avec les Scouts Musulmans Algériens.



©UNICEF Algeria

L'UNICEF a continué à s'engager avec des partenaires stratégiques pour améliorer l'ampleur, la portée et la durabilité de son programme humanitaire dans les camps de réfugiés sahraouis. Le cadre de coopération et d'échange d'expériences entre les centres de santé sahraouis et les centres de santé publique algériens ont permis aux agents de santé sahraouis de renforcer leurs compétences en matière de soins néonataux essentiels. Dans le cadre d'un plaidoyer conjoint, l'UNICEF, le HCR et le PAM ont organisé deux visites de donateurs dans les camps de réfugiés sahraouis et ont publié un communiqué de presse, sous l'égide du Coordonnateur Résident, sur l'augmentation de la malnutrition, ce qui a suscité un plus grand engagement de la part des partenaires publics.

L'UNICEF a élargi son partenariat avec les organisations non gouvernementales, les autorités locales et les universités afin de mettre à échelle le programme d'acquisition de compétences de la vie courante au niveau local, en ciblant les enfants et les jeunes dans 18 wilayas. Il a consolidé ses partenariats pour faire avancer le programme d'éducation inclusive, notamment avec le ministère de la Formation et de l'Enseignement Professionnels, le Ministère de l'Education Nationale, la Fédération Algérienne des Personnes Handicapées (FAPH) et l'Association Nationale de l'Autisme.

La confiance accrue des partenaires institutionnels en l'UNICEF, associée au soutien continu et fiable de l'organisation à l'ONPPE, a permis à ce dernier

d'amplifier et d'accroître les résultats en matière de protection de l'enfance grâce à un engagement plus large des différentes parties prenantes. Un nouveau partenariat de l'UNICEF avec la FAPH contribuera à renforcer la détection précoce des handicaps et la fourniture de soins multidisciplinaires précoces pour les jeunes enfants. Conformément à son mandat et à ses priorités, l'UNICEF a renforcé son partenariat avec l'ONPPE dans le cadre de son action en faveur de la promotion et de la protection des droits de l'enfant.

Les partenaires humanitaires et de développement ont également été un public clé de l'UNICEF tout au long de l'année 2022, conformément à la stratégie de mobilisation des ressources et de partenariat de l'UNICEF Algérie. L'UNICEF Algérie a gagné le soutien de plusieurs partenaires stratégiques et a continué à vulgariser la connaissance sur les droits de l'enfant et de la vie des enfants. Deux visites conjointes sur le terrain ont été organisées en 2022, offrant aux donateurs l'occasion de visiter les camps de réfugiés sahraouis et de discuter avec les bénéficiaires.

Lors de la mise en œuvre du prochain Programme de coopération 2023-2027, l'UNICEF Algérie consolidera sa contribution aux réalisations pour les enfants en s'appuyant sur les enseignements tirés du cycle de coopération précédent ainsi que sur ses partenariats stratégiques avec les gouvernements, les autres agences du système des Nations Unies et les organisations de la société civile.

PRIORITÉS POUR 2023

accélérer les résultats pour les enfants dans le cadre d'un accord de partenariat renouvelé

En 2023, le gouvernement algérien et l'UNICEF renouvelleront leur partenariat à travers l'approbation du nouveau Programme de Coopération quinquennal lors de la première session ordinaire du conseil d'administration de l'UNICEF à New York, dans le cadre du Cadre de Coopération des Nations Unies pour le Développement Durable (CCNUDD) 2023-2027.

Ce cadre de coopération est aligné sur la vision du Plan Action du Gouvernement 2021-2024, qui donne la priorité à l'équité sociale tant au niveau national que sectoriel, ainsi qu'à l'Agenda 2030, à la Convention relative aux Droits de l'Enfant, et à d'autres engagements mondiaux.

Le programme contribuera à accélérer la contribution de l'UNICEF dans les domaines de l'apprentissage et des compétences, des soins de santé primaires et de la protection sociale. L'UNICEF collaborera avec l'équipe de pays des Nations Unies pour le renforcement des capacités nationales, l'engagement des adolescents et des jeunes, la production et l'analyse de données, l'innovation et l'égalité des sexes. Afin de maximiser les résultats

pour les enfants et les adolescents, des partenariats stratégiques à multiples facettes et une coopération Sud-Sud et triangulaire seront mis en place.

Le programme est conçu pour avoir une portée nationale en termes de plaidoyer et de soutien aux politiques publiques, aux stratégies et aux programmes en faveur d'un environnement adapté aux enfants. Il contribuera aux efforts nationaux afin de maximiser les synergies entre les, notamment en ce qui concerne la santé et la nutrition des enfants, l'éducation et le développement des adolescents, la protection de l'enfance, la politique sociale et la réponse humanitaire pour répondre aux besoins des enfants et des familles de réfugiés sahraouis.



©UNICEF Algeria

CHIFFRES FINANCIERS ET PARTENARIATS STRATÉGIQUES

L'UNICEF dépend entièrement des contributions volontaires des gouvernements et des partenaires stratégique, qui sont acheminées par le biais de trois principaux flux de financement: les ressources ordinaires (RR), les autres ressources ordinaires (ORR) et les autres ressources d'urgence (ORE). Les contributions au titre des RR constituent les ressources de base de l'UNICEF; les (ORR) sont des contributions volontaires de donateurs publics et d'organisations internationales pour les programmes de développement; et les fonds (ORE) sont destinés à l'action humanitaire en faveur des enfants.

En 2022, l'UNICEF a déployé près de 8,375 millions de dollars pour soutenir les actions en faveur du bien-être, du développement et de la protection des enfants en Algérie.

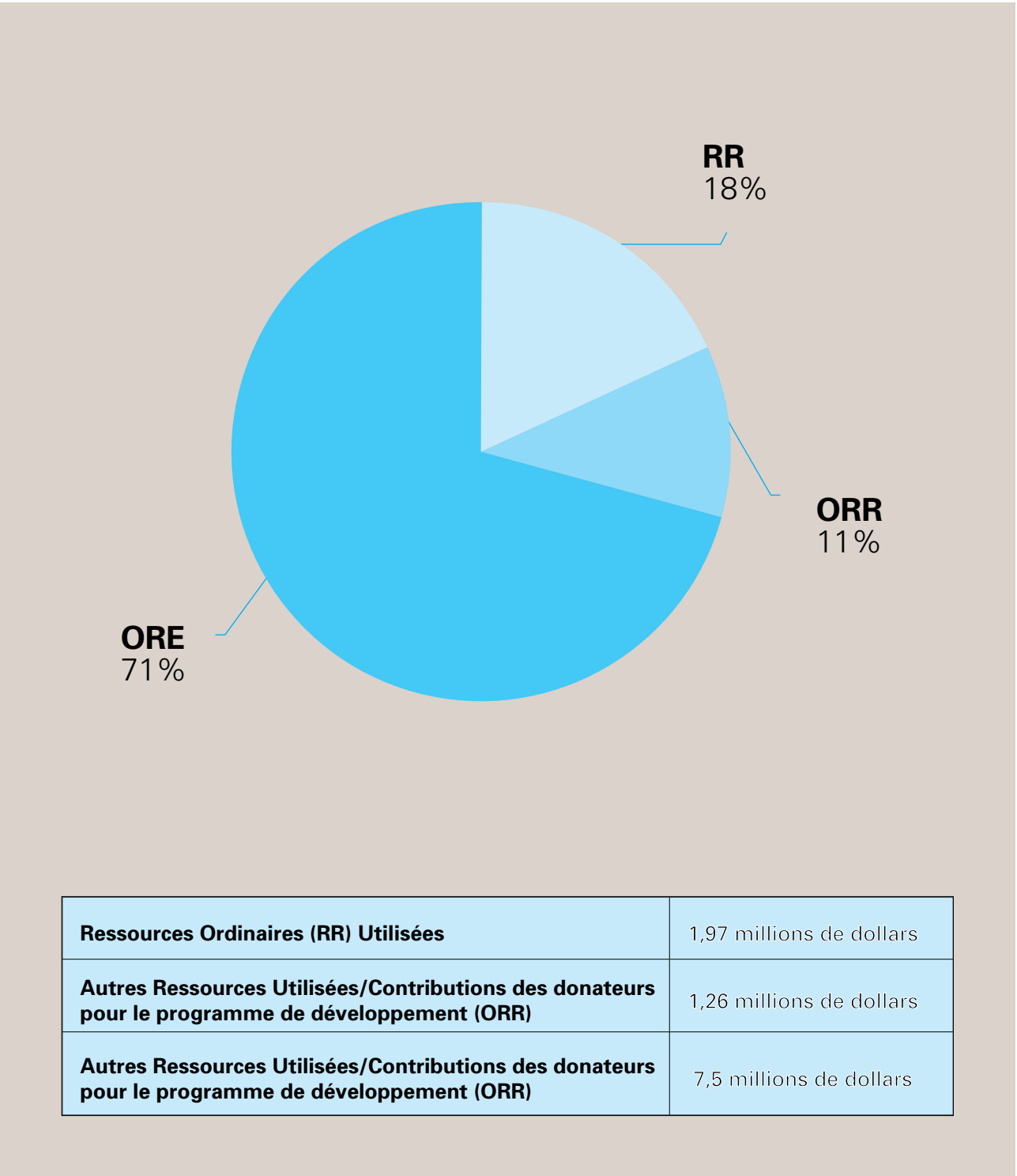
La mobilisation des ressources a été renforcée tout au long de l'année, ce qui a permis d'obtenir un total de 7,387 millions de dollars de ressources supplémentaires, dont 2,47 millions pour la réponse humanitaire en faveur des enfants réfugiés sahraouis.

Nous remercions le gouvernement algérien et tous nos partenaires pour leur partenariat stratégique et leur engagement en faveur des droits de l'enfant.



©UNICEF Algeria

Fonds prévus vs fonds mobilisés en 2022



Pour chaque enfant.
Qui que ce soit.
Où qu'il habite.
Chaque enfant mérite une enfance.
Un avenir.
Une vraie chance.
C'est pour cela que l'UNICEF est là.
Pour chaque enfant du monde entier. Jour après jour.
Dans plus de 190 pays et territoires. Atteignant les enfants les plus
difficiles à atteindre.
Les plus éloignés d'une main secourable. Les plus exclus.
C'est pour cela que nous restons jusqu'au bout.
Et n'abandonnons jamais.



pour chaque enfant

© **UNICEF Algérie**

25, Rue Mohamed Khoudi, El Biar – Alger

Téléphone: +213 23 05 12 34

Fax: +213 23 05 12 48

© United Nations Children's Fund (UNICEF)
[month and year of publication]